

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 68

26 octobre 1989

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Règlement ministériel du 1 ^{er} juin 1989 modifiant et complétant le règlement ministériel modifié du 23 octobre 1985 portant fixation de la nomenclature des forfaits chirurgicaux | page 1266 |
| Règlement grand-ducal du 15 septembre 1989 portant modification des articles 5 D et 7 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1974 déterminant les conditions d'admission au stage, de nomination et d'avancement du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées | 1275 |
| Règlement grand-ducal du 16 octobre 1989 fixant certaines dispositions applicables aux vins provenant de la récolte 1989 | 1276 |
| Règlement ministériel du 16 octobre 1989 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués | 1277 |
| Règlement ministériel du 16 octobre 1989 relatif au régime des tabacs fabriqués | 1282 |
| Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en date du 10 décembre 1984— Ratification par la Pologne et l'Australie — Retrait d'une réserve formulée par les Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie et par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques lors de la ratification | 1283 |
| Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome, le 26 octobre 1961 — Adhésion du Japon — Ratification de la France — Adhésion du Burkina Faso — Communication de la Norvège | 1284 |

Règlement ministériel du 1^{er} juin 1989 modifiant et complétant le règlement ministériel modifié du 23 octobre 1985 portant fixation de la nomenclature des forfaits chirurgicaux.

*Le Ministre de la Sécurité sociale,
Le Secrétaire d'Etat à la Santé,*

Vu l'article 308bis du code des assurances sociales;
Vu l'article 4 de la loi modifiée du 29 août 1951 concernant l'assurance maladie des fonctionnaires et employés;
Vu l'article 17 de la loi du 23 avril 1979 portant réforme de l'assurance maladie des professions indépendantes et institution d'une indemnité pécuniaire;
Vu l'article 9 de la loi modifiée du 13 mars 1962 portant création d'une caisse de maladie agricole;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. L'annexe au règlement ministériel du 23 octobre 1985 portant fixation de la nomenclature des forfaits chirurgicaux, tel qu'il a été modifié par celui du 30 juin 1988 est modifiée et complétée conformément à l'annexe ci-après.

Art. 2. Le présent règlement est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 1^{er} juin 1989.

*Le Ministre de la Sécurité sociale,
Benny Berg
Le Secrétaire d'Etat à la Santé,
Johny Lahure*

ANNEXE

- 1) Les chapitres «Cardiologie: CA, Urologie: U et Dispositions spéciales» sont remplacés par les textes suivants ayant la teneur suivante:

Cardiologie

Electrocardiogramme en 12 dérivations minimum, tracé et rapports sur demande
frais de location

Vectocardiogramme en 3 plans (frontal, sagittal et transversal)
frais de location

Phonocardiogramme:

1. avec électrocardiogramme de référence en un minimum de 3 bandes de fréquence
frais de location
2. supplément pour mécanogramme(s) (carotidogramme et/ou apexogramme et/ou jugulogramme)
3. supplément pour épreuve(s) pharmacodynamique(s)

Enregistrement électrocardiographique continu pendant 24 heures au moyen d'un enregistrement portable (ex. système de HOLTERR), mise en place de l'enregistreur chez le patient, lecture du tracé et rapport d'interprétation compris

Répétition dans les 28 jours
frais de location

Epreuve d'effort sur cycloergomètre ou tapis roulant pratiquée selon les conditions énumérées par le collège médical dans sa lettre du 14 décembre 1983, sous contrôle électrocardiographique avec surveillance de la pression artérielle et enregistrement d'électrocardiogrammes en 3 dérivations minimum, avant, pendant et après effort avec rapport
frais de location

Echocardiogramme:

1. Enregistrement sur document de l'échocardiogramme en time-motion (TM), avec rapport
frais de location
2. Enregistrement sur document de l'échocardiogramme bidimensionnel, avec rapport
frais de location
3. Enregistrement sur document de l'échocardiogramme en time-motion et en bidimensionnel, avec rapport
frais de location

Ultrasonographie vasculaire par velocimètre directionnel:

1. des vaisseaux de la tête et du cou
2. des vaisseaux des membres
3. des vaisseaux de la tête, du cou et des membres
frais de location

Enregistrement des pouls périphériques par oscillographie, pléthysmographie ou rhéographie

Examen cardiovasculaire (examen clinique et électrocardiogramme)
frais de location

— avec radioscopie du thorax
frais de location

Examen cardiovasculaire (examen clinique et électro-cardiogramme) avec rapport complet au médecin traitant et plan de traitement détaillé
frais de location

— avec radioscopie du thorax
frais de location

Mise en place d'une voie veineuse centrale (par voie sous-clavière, jugulaire ou fémorale)

Mesure du débit cardiaque (pose de la sonde comprise):

1. par thermodilution (trois déterminations au minimum)
frais de location
2. par méthode de FICK
frais de location
3. par méthode de dilution de colorant
frais de location

Microcathétérisme cardiaque par voie veineuse à l'aide d'une sonde flottante sous contrôle électrocardiographique avec enregistrement des pressions (pose de la sonde comprise)

— avec oxymétrie étagée (pose de la sonde comprise)
frais de location

Evaluation de la fonction sinusale et de la conduction atrio-ventriculaire par cathétérisme cardiaque
frais de location

— avec épreuves pharmacologiques
frais de location

Cathétérisme cardiaque par voie veineuse avec enregistrement des pressions, oxymétrie étagée sous contrôle radioscopique et électrocardiographique, mesure du débit cardiaque comprise
Supplément pour angiocardigraphie par injection de produit opacifiant

Cathétérisme cardiaque par voie artérielle avec enregistrement des pressions sous contrôle radioscopique et électrocardiographique

Supplément pour angiocardigraphie comportant ventriculographie et/ou aortographie et/ou aortographie par injection de produits opacifiants
frais de location

Coronarographie comprenant cathétérisme, ventriculographie gauche, coronarographies sélectives droite et gauche en plusieurs incidences par injection de produits opacifiants, cinéangiographie et enregistrement des pressions, sous contrôle radioscopique et électrocardiographique
frais de location

Mise en place d'un cathéter endocavitaire pour entraînement électrosystolique transitoire, sous contrôle électrocardiographique et/ou radioscopique
frais de location

Implantation d'un stimulateur cardiaque:

1. Mise en place de la sonde sous contrôle radioscopique et électrocardiographique avec mesure du seuil de stimulation
frais de location
2. Implantation du boîtier, traitement postopératoire compris
Changement de boîtier du stimulateur
Mesure du seuil de stimulation
frais de location

Contrôle d'un stimulateur cardiaque implanté, comportant l'enregistrement électrocardiographique et les techniques électroniques de contrôle
frais de location

Cardioversion (cette prestation ne peut être fournie qu'une fois par 24 heures)

Défibrillation (éventuellement réitérée) pratiquée en urgence

Urologie

X) - Généralités

Consultation avec injection ou instillation dans l'urètre, exploration simple, cathétérisme de la vessie et analogues

Exploration complète de l'urètre

Lavage de la vessie

Massage de l'urètre ou de la prostate

Dilatation simple et analogues

Sonde à demeure
 Extraction d'un corps étranger de l'urètre antérieur
 Chimiothérapie endovésicale

A) Endoscopie

Urétrocystoscopie exploratrice, chromocystoscopie
 Location du fibroscope
 Urétrocystoscopie opérationnelle (cathétérisme des urètres, y compris l'injection d'un liquide, dilatation des orifices, sonde de Zeiss ou analogues, biopsie, ablation de corps étrangers)
 Location du fibroscope
 Electrocoagulation endoscopique urétrale et vésicale, lithotritie, la première séance
 Location du fibroscope
 Les séances suivantes
 Location du fibroscope
 Electroréssection endoscopique (urétrale, du col de la vessie, de la prostate, vésicale), y compris une éventuelle ligature des canaux déférents
 Location du fibroscope
 Idem, avec urétrotomie interne
 Location du fibroscope

B) Reins et urètres

Ponction exploratrice par voie transcutanée de kystes du rein, du bassin
 Biopsie rénale
 Lobotomie exploratrice
 Incision et drainage d'un phlegmon périnéphrétique
 Néphropexie
 Biopsie rénale par lombotomie
 Décapsulation
 Traitement opératoire de l'événtration lombaire
 Néphrostomie
 Pyélotomie avec ou sans néphrostomie
 Traitement conservateur des kystes du rein
 Opération plastique sur le bassin et la jonction pyélo-urétérale avec ou sans néphrostomie
 Opération plastique sur l'urètre
 Anastomose urétéro-urétérale
 Cure d'une fistule cutanée de l'urètre
 Néphrolithotomie avec ou sans néphrostomie
 Néphrectomie
 Néphrectomie élargie
 Néphrectomie partielle
 Section de l'isthme d'un rein en fer à cheval avec ou sans néphrectomie
 Néphro-urétérectomie totale
 Néphrectomie par voie thoraco-phréno-abdominale
 Urétérotomie lombaire
 Urétérolyse
 Urétérotomie pelvienne
 Urétérectomie secondaire totale
 Urétérostomie cutanée
 Urétérostomie cutanée transintestinale
 Remplacement urétéral par plastie (intestinale)
 Abouchement d'un urètre dans l'intestin en place
 Urétérocystonéostomie avec ou sans plastie anti-reflux

Implantation urétérale par lambeau vésical pédiculé et tubulé
Réalisation d'un dispositif anti-reflux vésico-urétéral

C) Vessie et prostate

Cystotomie avec ou sans lithotritie
Cystotomie suspubienne
Cystotomie avec exérèse ou électrocoagulation d'une tumeur vésicale pédiculée
Cystotomie avec exérèse de diverticules vésicaux avec ou sans résection du col vésical
Cystotomie avec cystectomie partielle d'une tumeur vésicale
Cystectomie totale isolée
Cystectomie totale avec abouchement des urétères à la peau
Cystectomie totale avec réimplantation des urétères dans l'intestin
Cystectomie totale avec dérivation urinaire par conduit intestinal
Cure de l'incontinence d'urine chez la femme, par voie vaginale simple
Idem, par voie vaginale complexe ou par voie abdominale ou par voie abdominale et vaginale combinée
Opération de différents types de fistules urinaires
Par voie vaginale en un temps
Par voie abdominale
En deux temps:
1) premier temps
2) deuxième temps
Traitement de l'extropie vésicale:
Ablation simple de la plaque vésicale
Reconstitution simple de la vessie
Reconstitution en un temps de la vessie et de l'urètre avec dispositif anti-reflux et ostéotomie iliaque
Retouche ultérieure
Entéro-cystoplastie
Urétéro-entéro-cystoplastie
Résection isolée du col à vessie ouverte avec ou sans ligature des canaux déférents
Ponction biopsique de la prostate
Incision d'un abcès de la prostate par voie périnéale
Prostatectomie pour adénome, ligature éventuelle des canaux déférents comprise
Prostatectomie pour cancer, ligature éventuelle des canaux déférents comprise
Intervention chirurgicale pour mise en place de matériel radioactif dans la prostate ou la vessie

D) Verge et Urètre

Opération pour phimosis
Réduction sanglante du paraphimosis
Section ou plastie chirurgicale du frein
Electrocoagulation de papillomes génitaux externes, du gland et du méat, tumeur unique
Idem, tumeurs multiples
Traitement de l'hypospadias balanique
Idem, retouche ultérieure
Traitement de l'hypospadias pénien ou périnéal
Idem, retouche ultérieure
Traitement de l'épispadias
Retouche ultérieure
Amputation partielle de la verge
Idem, avec évidement ganglionnaire inguinal uni- ou bilatéral
Amputation totale de la verge
Idem, avec évidement ganglionnaire inguinal uni- ou bilatéral
Injection de produit de contraste pour uréthro-cystographie rétrograde
Dilatation de l'urètre pour rétrécissement de toute origine, chaque séance

Méatostomie
 Urétrotomie interne non-endoscopique
 Urétrotomie externe
 Urétrostomie
 Uréthroplastie (reconstitution de l'urètre) en un temps
 Idem, en plusieurs temps, par temps opératoire
 Cure chirurgicale du diverticule sous-urétral
 Cure de fistule périnéale avec ou sans urétrectomie, dérivation comprise
 Traitement opératoire du phlegmon périurétral diffus gangréneux (infiltration d'urine)
 Section à ciel ouvert de valvules congénitales de l'urètre postérieur
 Urétrotomie externe avec mise à plat d'un rétrécissement

E) Scrotum, contenu et vésicules seminales

Opération isolée sur le testicule (hydrocèle, kyste épидидymaire, ablation d'un testicule, épидидymectomi, torsion et analogues)
 Cure du varicocèle
 Traitement de l'ectopie testiculaire (cure éventuelle de la hernie comprise)
 Castration avec curage ganglionnaire iliaque
 Chirurgie du canal déférent (ligature, section, résection, cathétérisme)
 Intervention plastique unilatérale pour stérilité portant sur l'épидидyme, le déférent ou les deux, quelque soit la technique
 Opération sur les vésicules seminales

F) Rétropéritoine

Lymphadénectomie pelvienne unilatérale isolée
 Lymphadénectomie abdominale élargie isolée

Dispositions générales

J) Infiltrations (en tant que acte isolé)

Infiltrations superficielles:
 Infiltrations intradermiques, intramuqueuses, souscutanées, sousmuqueuses, intramusculaires comprises dans la consultation
 Infiltrations périarticulaires (excepté épaule, hanche, colonne vertébrale), périganglionnaires, périnerveuses comprises dans la consultation
 Infiltrations profondes:
 Infiltrations périarticulaires (épaule, hanche)
 Infiltrations rachidiennes:
 interépineuses, articulaires postérieures, fossette nuquale
 sacrococcygienne, épидurale, trou sacré
 Infiltrations dans les tendons, bourses, gaines synoviales, apophyses osseuses
 Infiltrations périnerveuses profondes
 Infiltrations dans le sympathique dorsal, lombaire, pelvien et splanchnique
 Infiltrations dans le ganglion cervical supérieur, stellaire, sinus carotidien, nerf trijumeau (trou oval ou grand rond)
 Infiltrations dans le ganglion de Gassner, plexus préaortique
 Injections focales:
 — petite série
 — grande série

K) Injections

Injections sclérosantes extra-vasculaires:
 Petit kyste, kyste spermatique, hygroma
 Fissure anale
 Kyste volumineux, kyste thyroïdien, hydrocèle

Injections sclérosantes vasculaires:

Hémorroïdes

Injections sclérosantes pour varices (pansement compressif compris)

Sclérose de la crosse de la saphène interne (pansement compressif compris)

Injections sclérosantes pour varices suivant méthode air-bloc (pansement compressif compris)

Injections sclérosantes multiples en une séance suivant méthode de Grellety-Bosviel

Perfusions intraveineuses:

chez un enfant de moins de 6 ans

chez un enfant de moins de 6 ans avec dénudation de la veine

comportant plus de 100 cc de plasma ou de sang conservé, chez les enfants de plus de 6 ans et les adultes en dehors du milieu hospitalier

Dénudation de veine chez un sujet de plus de 6 ans

Transfusion de sang exécutée par le médecin de bras à bras

Exsanguino-transfusion:

chez le nouveau-né prématuré, à poids de naissance inférieur à 2.500 g

chez le nouveau-né à terme

chez l'adulte

Injections de sérums antitoxiques en plusieurs fois (méthode de Besredka)

Injection intracardiaque

Injection intraartérielle

Injection intraartérielle pour artériographie

Périphérique percutanée

Carotidienne avec dénudation de l'artère

Aortographie

Injection intralymphatique

Perfusion intraartérielle continue

Injection dans la veine sous-clavière, dans la veine jugulaire ou dans la veine fémorale

Perfusion dans la veine jugulaire ou dans la veine fémorale

Perfusion intraartérielle ou intraveineuse continue en dehors du milieu hospitalier

L) Ponctions

Saignée

Ponction d'hydrocèle, d'une glande ou d'un ganglion

Ponctions intraarticulaires:

épaule, poignet, articulations carpométacarpiennes, métacarpophalangiennes, interphalangiennes, genou, articulation, tibio-tarsienne et métatarsophalangiennes

coude, hanche, articulations sous-astragaliennes, temporo-maxillaires, sterno-claviculaires et acromio-claviculaires

Ponction exploratrice de la cavité thoracique ou abdominale

Ponction abdominale pour pneumopéritoine resp. pour rétro-pneumopéritoine

Ponction de la vessie

Ponction de la cavité thoracique ou abdominale pour l'évacuation de grandes quantités

Ponction évacuatrice de la cavité thoracique avec lavage des plèvres

Ponction du péricarde

Ponction de la rate ou du foie

Ponction sternale, de la crête iliaque ou d'une apophyse épineuse

Ponction lombaire ou sous-occipitale avec ou sans injection médicamenteuse

chez un enfant de moins de 6 ans

chez un enfant de moins de 6 ans avec épreuve de Queckenstedt

chez l'adulte

chez l'adulte avec épreuve de Queckenstedt

Ponction du sinus longitudinal

Ponction ventriculaire

Ponction simple d'un disque avec ou sans injection de produits de contraste

Ponction d'un disque avec chimionucléolyse

M) Pansements

Pansements des brûlures

Pansements de fixation (genre colle de zinc, bande amidonnée, ensoplast) comprenant une articulation (main, poignet, pied, articulation tibiotarsienne, coude, genou)

deux segments complets de membres type botte d'Unna (pied, jambe)

trois segments complets de membres (pied, jambe, cuisse)

Pansemment compressif appliqué en phlébologie

N) Autopsies

Inspection d'un cadavre avec certificat sommaire

Surveillance d'une exhumation

Autopsie (avec rapport détaillé)

2) La nomenclature des forfaits chirurgicaux et des frais de location est complétée par un chapitre «Radiologie: R» ayant la teneur suivante:

Radiologie

1) Squelette

Radiographie des doigts, de la main, du poignet, de l'avant-bras, du coude, du bras, des orteils, du pied, de la cheville, de la jambe, du genou, de la cuisse ou des dents, en un ou deux plans

Radiographie de l'épaule, de la clavicule, des côtes, du sternum, du nez, du maxillaire inférieur, du bassin ou de la hanche, en un ou deux plans

Radiographie de la colonne vertébrale (face et profil), du crâne (face et profil), des sinus de la face ou de l'abdomen, en un ou deux plans

Radiographie du crâne (poses spéciales) ou du bassin pour la pelvimétrie, en un ou deux plans

Arthrographie (ponction et injection non comprise)

2) Thorax

Radioscopie thoracique

Radioscopie et radiographie thoracique; orthodiagramme

Bronchographie (injection non comprise)

3) Tube digestif et annexes

Examen de l'oesophage seul

Examen de l'oesophage, de l'estomac et du duodénum

Examen de l'intestin grêle seul

Transit complet (oesophage, estomac, duodénum, grêle, colon)

Lavement baryté

Examen de la vésicule biliaire (voie orale)

Cholangio-cholécystographie intraveineuse (injection comprise)

Cholangiographie per- ou postopératoire

Radiomanométrie biliaire postopératoire

Splénoportographie (injection non comprise)

Sialographie (injection non comprise)

Radioscopie abdominale

Radioscopie et graphie abdominale

4) Urologie

Urographie intraveineuse (injection comprise)

Pyélographie, resp. urétérographie rétrograde (le cathétérisme des urétères et la mise en place des sondes sont honorés à part; l'injection est comprise)

id., avec radioscopie

Cystographie (injection non comprise)

Uréthrographie (injection non comprise)

Vésiculo- resp. déférentographie (injection non comprise)

5) Gynécologie

Hystérosalpinographie (injection non comprise)

Mammographie avec ou sans diaphanoscopie

Galactophorographie (injection comprise)

6) Neurologie

Myélographie

Discographie

Ponction et injection non comprises

Encéphalographie (injection non comprise)

Ventriculographie (injection non comprise)

7) Oto-Rhino-Laryngologie

Sinusographie (injection non comprise)

Examen radiologique du larynx, du pharynx, de la glande thyroïde ou de la base de la langue (avec ou sans préparation opaque)

8) Ophtalmologie

Lacrymographie (injection non comprise)

9) Examens divers

Artériographie, phlébographie ou lymphographie d'un seul membre par ponction directe, respectivement par cathétérisme

Artériographie des 2 membres inférieurs par cathétérisme unilatéral ou aortographie par ponction directe

Artériographie thoracique ou abdominale:

1. globale

2. sélective

Artériographie d'une carotide par ponction directe

Artériographie d'une carotide ou d'une artère vertébrale par cathétérisme

Artériographie de 2 artères de la base du cou par cathétérisme

Artériographie de plus de 2 artères de la base du cou par cathétérisme

Artériographie digitalisée par injection intraveineuse

Angiocardiographie

Pneumopéritoine, rétropneumopéritoine ou gynécographie (insufflation non comprise)

id. y compris tomographies

Fistulographie (injection comprise)

Examen radiologique pour la localisation géométrique d'un corps étranger

10) Techniques spéciales

Examen tomographique

poumons et médiastin

pour tous les plans parallèles entre eux

os et autres organes

pour tous les plans parallèles entre eux

Orthopantomographie

Zonographie, respectivement tomographies pratiquées simultanément, soit avec une urographie intraveineuse, soit avec une cholangio-cholecystographie intraveineuse

Kymographie ou radiographie stéréoscopique

Radiocinématographie

Radiodiagnostic par des radio-éléments en sources non scellés

Investigations diagnostiques comportant l'administration au malade d'un radio-élément

Examens sur le patient

Mesures externes de la radio-activité

1. Transit d'une substance dans un organe

2. Transit de la même substance dans deux organes ou plus, par organe supplémentaire

3. Lorsque la mesure comporte l'enregistrement graphique simultané, continu, quelque soit le nombre de tracés, en supplément

Explorations morphologiques

1. Scintigraphie d'un organe, chaque enregistrement
2. Avec un plafond de
3. Scintigraphie par organe supplémentaire, chaque enregistrement en supplément
4. Etude séquentielle, dynamique par caméra à scintillations
5. Etude séquentielle, dynamique par caméra à scintillations avec enregistrement graphique, simultané, continu d'un ou de plusieurs tracés, le plafond est porté à
6. Scintigraphie et transit par un organe avec deux traceurs ou plus et suivis d'une soustraction progressive des images

Mesures d'échantillons biologiques

1. Technique de la dilution isotopique par un radio-élément
2. Etude du taux de renouvellement ou de disparition d'une substance radio-active ou d'un élément figuré du sang
3. En dehors des cas ci-dessus et dans le cadre d'une même exploration fonctionnelle, après administration au patient d'un corps ou d'une substance radio-actifs:
 1. Mesure de radio-activité d'un échantillon biologique
 2. Quelque soit le nombre de mesures, plafond
4. Lorsque l'étude complète du cycle métabolique d'une substance implique l'ensemble des calculs et l'établissement de courbes telles que exploration de l'hématopoïèse, métabolisme de calcium, etc.

Investigations diagnostiques in vitro

1. Dosage isolé d'un paramètre biologique
2. L'ensemble des dosages au cours de la même épreuve fonctionnelle

II. Radiothérapie

1) Roentgentherapie

Buckythérapie (rayons limite), par séance, quelle que soit la dose appliquée (maximum 6 séances par foyer, sauf indication spéciale)

Roentgentherapie par contact, resp. à courte distance focale, la distance foyer-peau étant inférieure à 10 cm, par séance,

- a) jusqu'à 300 r
- b) jusqu'à 600 r
- c) au-dessus de 600 r

Téléroentgentherapie (distance foyer-peau minima 1,20 m) quelle que soit la dose

Pour toutes les autres applications de Roentgentherapie

- a) jusqu'à 100 r
- b) jusqu'à 300 r
- c) jusqu'à 500 r
- d) au-dessus de 500 r

2) Curietherapie

Application du radium à la surface du corps

Application à l'intérieur du corps en tant qu'opération isolée

la première séance

les suivantes

Application à la matrice lors d'une intervention

Exécution d'un moulage

Exécution d'un appareil de contention

Supplément pour curiepuncture

3) Isotopes radioactifs

Utilisation thérapeutique des radio-éléments

Sources non scellées:

1. Utilisation d'activités inférieures à 20 mCi
2. Utilisation d'activités de 20 mCi à 100 mCi quelque soit le fractionnement
3. Au-delà de 100 mCi et par fraction de 100 mCi en supplément

Sources scellées:

Télécobaltthérapie par champs fixes ou mobiles

1. jusqu'à 200 R
2. jusqu'à 250 R

3. jusqu'à 300 R
4. jusqu'à 350 R
5. jusqu'à 400 R
6. jusqu'à 450 R
7. au-dessus de 450 R

Téléthermographie uni- ou bilatérale

Thermographie de contact

Tomodensitométrie:

1. Examen tomodensitométrique de la tête et du cou indépendamment du nombre de coupes pratiquées
2. Examen tomodensitométrique du tronc et des membres indépendamment du nombre de coupes pratiquées
3. Supplément pour toutes les séries de coupes tomodensitométriques supplémentaires de la même région, mais sous une incidence différente ou pour la répétition des coupes après injection de contraste intraveineux

Règlement grand-ducal du 15 septembre 1989 portant modification des articles 5 D et 7 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1974 déterminant les conditions d'admission au stage, de nomination et d'avancement du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre des Travaux publics et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les articles 5 D et 7 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1974 déterminant les conditions d'admission au stage, de nomination et d'avancement du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées sont remplacés par les dispositions ci-après:

Art. 5. D. Carrières de l'ingénieur technicien et du technicien diplômé.

I. — Conditions d'admission

Les candidats aux carrières de l'ingénieur technicien et du technicien diplômé doivent satisfaire aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1986 concernant l'organisation des examens-concours pour l'admission au stage dans les carrières de l'ingénieur technicien et du technicien diplômé des administrations de l'Etat et des établissements publics.

Sont applicables les modifications qui pourront être apportées dans la suite au règlement précité.

II. — Examen d'admission définitive

a) services de génie civil

1. droit,
2. construction et entretien des routes,
3. conception et calcul des ouvrages d'art,
4. géologie appliquée et géotechnique,
5. matériaux de construction,
6. organisation des chantiers.

b) service des ateliers

1. rapport de service en langue française sur un sujet technique,
2. mécanique,
3. technologie professionnelle,
4. législation sur la circulation routière,
5. comptabilité de l'Etat, statut des fonctionnaires de l'Etat.

III. — Examen de promotion

L'examen est requis pour la promotion aux fonctions supérieures à celles d'ingénieur technicien principal respectivement de technicien principal.

a) services du génie civil

1. formation professionnelle,
2. aménagement du territoire,
3. technique de la circulation routière,
4. hydraulique,
5. géologie appliquée,
6. topographie,
7. organisation des chantiers.

b) service des ateliers

1. technologie des machines hydrauliques et thermiques,
2. gestion des ateliers et garages,
3. législation sur la circulation routière,
4. comptabilité de l'Etat, droit administratif, statut des fonctionnaires de l'Etat, contrat collectif pour les ouvriers de l'Etat.

Art. 7. Les candidats aux carrières d'ingénieur technicien, de technicien diplômé, d'expéditionnaire technique, d'artisan, de cantonnier et de concierge peuvent passer leur stage, soit dans une administration technique de l'Etat, parastatale ou communale, soit dans un bureau d'études, un atelier ou une entreprise de construction du secteur privé. Toutefois une période minimale d'une année de stage est à accomplir à l'administration des Ponts et Chaussées.

Le stage effectué dans un bureau d'études, un atelier ou une entreprise de construction du secteur privé doit être homologué, sur proposition du directeur de l'administration des Ponts et Chaussées, par le ministre ayant dans ses attributions les Travaux publics.

La durée du stage pour les candidats aux carrières de cantonnier et de concierge recrutés parmi les volontaires de l'armée, ayant à leur actif trois années de service militaire, est de six mois.

Art. 2. Notre ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre des Travaux Publics,
Robert Goebbels

Château de Berg, le 15 septembre 1989.
Jean

Règlement grand-ducal du 16 octobre 1989 fixant certaines dispositions applicables aux vins provenant de la récolte 1989.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu le règlement (CEE) N° 822/87 portant organisation commune du marché viti-vinicole;

Vu le règlement (CEE) N° 823/87 établissant des dispositions particulières relatives aux vins de qualité produits dans des régions déterminées;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 1971 relatif à l'exécution du règlement (CEE) N° 817/70 établissant des dispositions particulières relatives aux vins de qualité produits dans des régions déterminées (v.q.p.r.d.);

Vu l'article 27 de la loi du 9 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'augmentation du titre alcoométrique naturel acquis ou en puissance, du moût de raisin, du moût de raisin partiellement fermenté et du vin nouveau encore en fermentation provenant de la récolte 1989, est autorisée dans la limite de 3,5% vol pour tous les cépages, sans que toutefois les titres alcoométriques totaux après enrichissement puissent dépasser les maxima fixés à l'article 1^{er} du règlement ministériel du 9 septembre 1970 concernant la fixation des titres alcoométriques totaux pour les vins indigènes.

Art. 2. Le titre alcoométrique minimum naturel pour les vins de qualité dans des régions déterminées, produits sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, est fixé pour les vins de la récolte 1989 à 55 degré Oechsle pour les vins issus des cépages Elbling, Rivaner et Gamay et à 60 degré Oechsle pour les vins issus des autres cépages aptes à donner des vins de qualité produits dans des régions déterminées.

Art. 3. Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,
René Steichen

Château de Berg, le 16 octobre 1989.
Jean

Règlement ministériel du 16 octobre 1989 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués.

Le Ministre des Finances,

Vu les articles 2, 6, 38, 41 et 42 de la Convention coordonnée instituant l'Union Economique belgo-luxembourgeoise approuvée par la loi du 26 mai 1965;

Vu l'article 6 de l'arrêté grand-ducal du 24 avril 1922 relatif à la mise en vigueur des dispositions légales et réglementaires en matière d'accises communes belgo-luxembourgeoises;

Vu l'arrêté ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués est publié au Mémorial pour être exécuté au Grand-Duché de Luxembourg sous les réserves suivantes:

Art. 2. Pour l'application du § 9 du Règlement annexé à l'arrêté ministériel belge du 22 janvier 1948 réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués modifié, les montants à prendre en considération au Grand-Duché de Luxembourg sont ceux fixés par règlement ministériel du 6 décembre 1983 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 25 novembre 1983 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués.

Art. 3. Pour l'application du § 231 du Règlement précité sub article 2, les montants à prendre en considération au Grand-Duché de Luxembourg sont ceux fixés par règlement ministériel du 13 août 1984 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 31 juillet 1984 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués.

Luxembourg, le 16 octobre 1989.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Règlement ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, notamment l'article 1^{er}, modifié par la loi du 16 juin 1973 et l'article 3, modifié par la loi du 19 mars 1951;

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 58, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal n° 13 du 3 juin 1970 relatif au régime des tabacs fabriqués en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

Vu l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment le tableau A, rubrique XIV, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 1982;

Vu l'arrêté royal du 00 septembre 1989 modifiant le régime d'accise du tabac;

Vu le règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, notamment le § 9 modifié par l'arrêté ministériel du 20 décembre 1988, le § 231 modifié par l'arrêté ministériel du 27 juin 1989 et le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs annexé audit règlement modifié par l'arrêté ministériel du 20 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil des Douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté a pour objet essentiel d'adapter le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs à une hausse de la fiscalité des cigarettes et du tabac à fumer associée à une hausse des prix de vente au détail de ces produits; que les fabricants et les importateurs doivent pouvoir disposer le plus rapidement possible des nouvelles bandelettes fiscales nécessaires et que, dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris sans délai;

Arrête:

Art. 1^{er}. Dans le § 9 du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, modifié par l'arrêté ministériel du 20 décembre 1988, les mentions «5,03 pour les cigarettes» et «2,16 pour le tabac à fumer, le tabac à priser et le tabac à mâcher sec» figurant respectivement en regard des lettres c) et d) sont remplacées par les mentions «5,19 pour les cigarettes» et «2,26 pour le tabac à fumer, le tabac à priser et le tabac à mâcher sec».

Art. 2. Dans le § 231, alinéa 1^{er}, du même règlement, modifié par l'arrêté ministériel du 27 juin 1989, la mention «F 4,74» figurant en regard de la rubrique «Cigarettes, par pièce» et celle de «F 1.740,—» figurant en regard de la rubrique «Tabac en feuilles — autre que le tabac vert — tabac dont la fabrication n'est pas entièrement achevée; tabac à fumer (y compris le tabac haché non emballé), tabac à priser et tabac à mâcher sec, par kilogramme» sont remplacées respectivement par les mentions «F 5,04» et «F 1.860,—».

Art. 3. Dans le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs annexé au même règlement, modifié par l'arrêté ministériel du 20 juillet 1989, les barèmes «C. Cigarettes» et «D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher sec» sont remplacés par les barèmes annexés au présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. En vue de la perception du complément de droit d'accise spécial ou de l'échange de bandelettes fiscales prévus à l'article 3 de l'arrêté royal du 00 septembre 1989 modifiant le régime d'accise du tabac, les fabricants et importateurs qui détiennent dans leurs établissements, le 1^{er} octobre 1989, à 0 heure, des bandelettes fiscales belges non utilisées, doivent, au plus tard le 2 octobre 1989, en faire la déclaration de la manière prescrite aux §§ 2 et 3 du présent article.

§ 2. Une déclaration distincte doit être faite pour chacun des endroits où sont détenues des bandelettes fiscales non utilisées. En outre, les bandelettes pour lesquelles un complément de droit d'accise spécial doit être perçu et celles qui seront échangées contre de nouvelles doivent faire l'objet de déclarations séparées.

§ 3. Chaque déclaration doit être datée et signée par le déclarant et parvenir au contrôleur en chef des accises du ressort de l'établissement le 9 octobre 1989 au plus tard. Elle doit en outre être accompagnée d'un inventaire daté et signé, indiquant par classe de prix:

1° En ce qui concerne l'échange des bandelettes:

- a) le nombre de bandelettes à échanger;
- b) séparément, les montants de droit d'accise, de droit d'accise spécial et la taxe sur la valeur ajoutée qui ont été acquittés;
- c) le nombre de bandelettes demandées en échange;
- d) séparément, les montants dus au titre du droit d'accise, du droit d'accise spécial et de la taxe sur la valeur ajoutée.

2° En ce qui concerne les autres bandelettes:

- a) le nombre;
- b) le montant du droit d'accise spécial acquitté;
- c) le montant du nouveau droit d'accise spécial dû pour ces bandelettes.

Art. 5. A chaque endroit où se trouvent des bandelettes fiscales non utilisées, un second exemplaire des inventaires doit être tenu à la disposition des agents des accises.

Le cas échéant, l'intéressé complète chacun de ces exemplaires en y ajoutant les renseignements concernant les bandelettes fiscales qui lui ont été envoyées par le receveur des accises à Bruxelles (Tabac) avant le 1^{er} octobre 1989 mais qui lui sont parvenues après l'introduction de sa déclaration.

Art. 6. Les bandelettes fiscales non utilisées doivent être tenues à la disposition des agents des accises.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1989.

Bruxelles le 22 septembre 1989.

Ph. MAYSTADT

C. CIGARETTES

| Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise (F) | Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise (F) |
|--------------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|
| 1 | 2 | 1 | 2 |
| Par emballage de 15 cigarettes | | Par emballage de 20 cigarettes | |
| 40,— | 22,940 | 43,— | 24,846 |
| 41,— | 23,495 | 47,— | 27,068 |
| 42,— | 24,051 | 50,— | 28,735 |
| 43,— | 24,606 | 51,— | 29,290 |
| 44,— | 25,162 | 52,— | 29,846 |
| 45,— | 25,717 | 53,— | 30,401 |
| 46,— | 26,273 | 54,— | 30,957 |
| 47,— | 26,828 | 55,— | 31,512 |
| 48,— | 27,384 | 56,— | 32,068 |
| 49,— | 27,939 | 57,— | 32,623 |
| 50,— | 28,495 | 58,— | 33,179 |
| 51,— | 29,050 | 59,— | 33,734 |
| 52,— | 29,606 | 60,— | 34,290 |
| 53,— | 30,161 | 61,— | 34,845 |
| 54,— | 30,717 | 62,— | 35,401 |
| 55,— | 31,272 | 63,— | 35,956 |
| 56,— | 31,828 | 64,— | 36,512 |
| 57,— | 32,383 | 65,— | 37,067 |
| 58,— | 32,939 | 66,— | 37,623 |
| 59,— | 33,494 | 67,— | 38,178 |
| | | 68,— | 38,734 |

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

| | | | |
|-----------------------------------|--------|-----------------------------------|---------|
| 69,— | 39,289 | 90,— | 51,195 |
| 70,— | 39,845 | 91,— | 51,750 |
| 71,— | 40,400 | 92,— | 52,306 |
| 72,— | 40,956 | 93,— | 52,861 |
| 73,— | 41,511 | 94,— | 53,417 |
| 74,— | 42,067 | 95,— | 53,972 |
| 75,— | 42,622 | 100,— | 56,750 |
| 76,— | 43,178 | 105,— | 59,527 |
| 77,— | 43,733 | 110,— | 62,305 |
| 78,— | 44,289 | 120,— | 67,860 |
| 79,— | 44,844 | 130,— | 73,415 |
| 80,— | 45,400 | 140,— | 78,970 |
| 81,— | 45,955 | 150,— | 84,525 |
| 82,— | 46,511 | 160,— | 90,080 |
| 83,— | 47,066 | illimité | 112,300 |
| 84,— | 47,622 | | |
| 85,— | 48,177 | Par emballage de 30 cigarettes | |
| 86,— | 48,733 | 72,— | 41,436 |
| 87,— | 49,288 | 74,— | 42,547 |
| 88,— | 49,844 | 76,— | 43,658 |
| 89,— | 50,399 | 78,— | 44,769 |
| 90,— | 50,955 | 80,— | 45,880 |
| 95,— | 53,732 | 82,— | 46,991 |
| 100,— | 56,510 | 84,— | 48,102 |
| 105,— | 59,287 | 86,— | 49,213 |
| 110,— | 62,065 | 88,— | 50,324 |
| 120,— | 67,620 | 90,— | 51,435 |
| 130,— | 73,840 | 92,— | 52,546 |
| illimité | 89,840 | 94,— | 53,657 |
| | | 96,— | 54,768 |
| Par emballage de 25 cigarettes | | 98,— | 55,879 |
| | | 100,— | 56,990 |
| 17,— | 10,643 | 102,— | 58,101 |
| | | 104,— | 59,212 |
| | | 106,— | 60,323 |
| | | 108,— | 61,434 |
| | | 110,— | 62,545 |
| 54,— | 31,197 | | |
| 60,— | 34,530 | Par emballage de 50 cigarettes | |
| 61,— | 35,085 | 105,— | 60,727 |
| 62,— | 35,641 | 110,— | 63,505 |
| 63,— | 36,196 | 115,— | 66,282 |
| 64,— | 36,752 | 120,— | 69,060 |
| 65,— | 37,307 | 125,— | 71,837 |
| 66,— | 37,863 | 130,— | 74,615 |
| 67,— | 38,418 | 135,— | 77,392 |
| 68,— | 38,974 | 140,— | 80,170 |
| 69,— | 39,529 | 145,— | 82,947 |
| 70,— | 40,085 | 150,— | 85,725 |
| 71,— | 40,640 | 155,— | 88,502 |
| 72,— | 41,196 | 160,— | 91,280 |
| 73,— | 41,751 | 175,— | 99,612 |
| 74,— | 42,307 | 185,— | 105,167 |
| 75,— | 42,862 | 200,— | 113,500 |
| 76,— | 43,418 | 250,— | 141,275 |
| 77,— | 43,973 | 300,— | 169,050 |
| 78,— | 44,529 | illimité | 224,600 |
| 79,— | 45,084 | | |
| 80,— | 45,640 | | |
| 81,— | 46,195 | | |
| 82,— | 46,751 | | |
| 83,— | 47,306 | | |
| 84,— | 47,862 | | |
| 85,— | 48,417 | | |
| 86,— | 48,973 | | |
| 87,— | 49,528 | | |
| 88,— | 50,084 | | |
| 89,— | 50,639 | | |

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

| Par emballage de 100 cigarettes | | | |
|---------------------------------|---------|----------|---------|
| | | 300,— | 171,450 |
| | | 315,— | 179,782 |
| | | 320,— | 182,560 |
| 205,— | 118,677 | 350,— | 199,225 |
| 210,— | 121,455 | 400,— | 227,000 |
| 215,— | 124,232 | 450,— | 254,775 |
| 225,— | 129,787 | 500,— | 282,550 |
| 230,— | 132,565 | 550,— | 310,325 |
| 235,— | 135,342 | 600,— | 338,100 |
| 240,— | 138,120 | illimité | 449,200 |
| 245,— | 140,897 | | |
| 250,— | 143,675 | | |
| 270,— | 154,785 | | |
| 275,— | 157,562 | | |
| 295,— | 168,672 | | |

Réservé au
Grand-Duché
de Luxembourg

D. TABAC A FUMER, TABAC A PRISER ET TABAC A MACHER SEC

| Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise (F) | Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise (F) |
|--|--------------------|---|--------------------|
| 1 | 2 | 1 | 2 |
| Par emballage de 25 g de tabac à fumer, de tabac à priser et de tabac à mâcher sec | | 72,— | 22,680 |
| 35,— | 11,025 | 73,— | 22,995 |
| | | 74,— | 23,310 |
| | | 75,— | 23,625 |
| | | 76,— | 23,940 |
| | | 77,— | 24,255 |
| | | 78,— | 24,570 |
| | | 79,— | 24,885 |
| Par emballage de 50 g de tabac à fumer, de tabac à priser et de tabac à mâcher sec | | 80,— | 25,200 |
| 44,—(**) | 13,860 | 85,— | 26,775 |
| 45,—(**) | 14,175 | 90,— | 28,350 |
| 46,—(**) | 14,490 | 95,— | 29,925 |
| 47,—(**) | 14,805 | 100,— | 31,500 |
| 48,—(**) | 15,120 | 105,— | 33,075 |
| 49,—(**) | 15,435 | illimité | 36,540 |
| 50,—(**) | 15,750 | | |
| 51,—(**) | 16,065 | Par emballage de 100 g de tabac à fumer, de tabac à priser et de tabac à mâcher sec | |
| 52,—(**) | 16,380 | 84,—(**) | 26,460 |
| 53,—(**) | 16,695 | 86,—(**) | 27,090 |
| 54,— | 17,010 | 88,—(**) | 27,720 |
| 55,— | 17,325 | 90,—(**) | 28,350 |
| 56,— | 17,640 | 92,—(**) | 28,980 |
| 57,— | 17,955 | 94,—(**) | 29,610 |
| 58,— | 18,270 | 96,—(**) | 30,240 |
| 59,— | 18,585 | 98,—(**) | 30,870 |
| 60,— | 18,900 | 100,—(**) | 31,500 |
| 61,— | 19,215 | 102,—(**) | 32,130 |
| 62,— | 19,530 | 104,—(**) | 32,760 |
| 63,— | 19,845 | 106,—(**) | 33,390 |
| 64,— | 20,160 | 108,— | 34,020 |
| 65,— | 20,475 | 110,— | 34,650 |
| 66,— | 20,790 | 112,— | 35,280 |
| 67,— | 21,105 | 114,— | 35,910 |
| 68,— | 21,420 | 116,— | 36,540 |
| 69,— | 21,735 | 118,— | 37,170 |
| 70,— | 22,050 | 120,— | 37,800 |
| 71,— | 22,365 | | |

(**) En Belgique, réservé au tabac à priser.

| | | | | |
|-------------------------|---------|---------------|-------------------------|---------|
| 122,— | 38,430 | | 270,— | 85,050 |
| 124,— | 39,060 | | 275,— | 86,625 |
| 126,— | 39,690 | | 280,— | 88,200 |
| 128,— | 40,320 | | 285,— | 89,775 |
| 130,— | 40,950 | | 290,— | 91,350 |
| 140,— | 44,100 | | 295,— | 92,925 |
| 150,— | 47,250 | | 300,— | 94,500 |
| 160,— | 50,400 | | 305,— | 96,075 |
| 170,— | 53,550 | | 310,— | 97,650 |
| 180,— | 56,700 | | 315,— | 99,225 |
| 190,— | 59,850 | | 320,— | 100,800 |
| 200,— | 63,000 | | 350,— | 110,250 |
| 210,— | 66,150 | | 400,— | 126,000 |
| illimité | 73,080 | | 425,— | 133,875 |
| | | | 450,— | 141,750 |
| Par emballage de 200 g | | | 475,— | 149,625 |
| de tabac à fumer, | | | 500,— | 157,500 |
| de tabac à priser et de | | | 525,— | 165,375 |
| tabac à mâcher sec | | | illimité | 182,700 |
| 200,— | 63,— | Réservé au | | |
| 204,— | 64,260 | Grand-Duché | Par emballage de 500 g | |
| 208,— | 65,520 | de Luxembourg | de tabac à fumer, | |
| 212,— | 66,780 | | de tabac à priser et de | |
| 216,— | 68,040 | | tabac à mâcher sec | |
| 220,— | 69,300 | | 380,—(*) | 119,700 |
| 224,— | 70,560 | | 390,—(*) | 122,850 |
| 228,— | 71,820 | | 400,—(**) | 126,000 |
| 232,— | 73,080 | | 410,—(**) | 129,150 |
| 236,— | 74,340 | | 420,—(**) | 132,300 |
| 240,— | 75,600 | | 430,—(**) | 135,450 |
| 244,— | 76,860 | | 440,—(**) | 138,600 |
| 248,— | 78,120 | | 450,—(**) | 141,750 |
| 252,— | 79,380 | | 460,—(**) | 144,900 |
| 256,— | 80,640 | | 470,—(**) | 148,050 |
| illimité | 146,160 | | 480,—(**) | 151,200 |
| | | | 490,—(**) | 154,350 |
| Par emballage de 250 g | | | 500,—(**) | 157,500 |
| de tabac à fumer, | | | 510,—(**) | 160,650 |
| de tabac à priser et de | | | 520,—(**) | 163,800 |
| tabac à mâcher sec | | | 530,— | 166,950 |
| 195,—(*) | 61,425 | | 540,— | 170,100 |
| 200,—(**) | 63,000 | | 550,— | 173,250 |
| 205,—(**) | 64,575 | | 560,— | 176,400 |
| 210,—(**) | 66,150 | | 570,— | 179,550 |
| 215,—(**) | 67,725 | | 580,— | 182,700 |
| 220,—(**) | 69,300 | | 590,— | 185,850 |
| 225,—(**) | 70,875 | | 600,— | 189,000 |
| 230,—(**) | 72,450 | | 650,— | 204,750 |
| 235,—(**) | 74,025 | | 700,— | 220,500 |
| 240,—(**) | 75,600 | | 800,— | 252,000 |
| 245,—(**) | 77,175 | | 900,— | 283,500 |
| 250,—(**) | 78,750 | | 950,— | 299,250 |
| 255,—(**) | 80,325 | | 1.000,— | 315,000 |
| 260,—(**) | 81,900 | | 1.050,— | 330,750 |
| 265,—(**) | 83,475 | | illimité | 365,400 |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1989.

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

(*) Réservé au tabac à priser

(**) En Belgique, réservé au tabac à priser

Règlement ministériel du 16 octobre 1989 relatif au régime des tabacs fabriqués.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 22 décembre 1988 concernant le budget des Recettes et des Dépenses de l'Etat pour l'exercice 1989 et notamment son article 7 prévoyant un droit d'accise autonome sur les cigarettes, les cigares et les cigarillos;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 1947 portant publication de la loi belge du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifié par la suite;

Vu le règlement ministériel du 16 octobre 1989 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 22 septembre 1989 relatif au régime de tabacs fabriqués;

Vu le règlement ministériel du 1^{er} juillet 1983 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués et notamment le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués annexé audit règlement;

Arrête:

Art. 1^{er}. Dans le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués annexé au règlement ministériel du 1^{er} juillet 1983 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, modifié en dernier lieu par règlement ministériel du 28 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le barème «C. Cigarettes» les nouvelles classes de prix suivantes sont insérées:

| Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise commun (F) | Droit d'accise autonome (F) | Total colonnes 2 + 3 |
|------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| Par emballage de 20 cigarettes | | | |
| 43,— | 24,846 | 1,520 | 26,366 |
| 130,— | 73,175 | 3,260 | 76,435 |
| illimité | 89,840 | 3,860 | 93,700 |
| Par emballage de 35 cigarettes | | | |
| 54,— | 31,197 | 1,905 | 33,102 |
| 91,— | 51,750 | 2,645 | 54,395 |
| 92,— | 52,306 | 2,665 | 54,971 |
| 93,— | 52,861 | 2,685 | 55,546 |
| 94,— | 53,417 | 2,705 | 56,122 |
| 160,— | 90,080 | 4,025 | 94,105 |
| illimité | 112,300 | 4,825 | 117,125 |
| Par emballage de 30 cigarettes | | | |
| 106,— | 60,323 | 3,110 | 63,433 |
| 108,— | 61,434 | 3,150 | 64,584 |
| 110,— | 62,545 | 3,190 | 65,735 |
| Par emballage de 50 cigarettes | | | |
| 155,— | 88,502 | 4,750 | 93,252 |
| 160,— | 91,280 | 4,850 | 96,130 |
| 185,— | 105,167 | 5,350 | 110,517 |
| 300,— | 169,050 | 7,650 | 176,700 |
| illimité | 224,600 | 9,650 | 234,250 |
| Par emballage de 100 cigarettes | | | |
| 315,— | 179,782 | 9,600 | 189,382 |
| 320,— | 182,560 | 9,700 | 192,260 |
| 600,— | 338,100 | 15,300 | 353,400 |
| illimité | 449,200 | 19,300 | 468,500 |

Dans le barème «D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher sec», les nouvelles classes de prix sont insérées:

| Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise commun (F) | Prix de vente au détail (F) | Droit d'accise commun (F) |
|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| 1 | 2 | 1 | 2 |
| Par emballage de 25 g | | Par emballage de 200 g | |
| 35,— | 11,025 | 244,— | 76,860 |
| | | 248,— | 78,120 |
| Par emballage de 50 g | | 252,— | 79,380 |
| 76,— | 23,940 | 256,— | 80,640 |
| 77,— | 24,255 | illimité | 146,160 |
| 78,— | 24,570 | Par emballage de 250 g | |
| 79,— | 24,885 | 305,— | 96,075 |
| 105,— | 33,075 | 310,— | 97,650 |
| illimité | 36,540 | 315,— | 99,225 |
| Par emballage de 100 g | | 320,— | 100,800 |
| 122,— | 38,430 | 525,— | 165,375 |
| 124,— | 39,060 | illimité | 182,700 |
| 126,— | 39,690 | Par emballage de 500 g | |
| 128,— | 40,320 | 560,— | 176,400 |
| 210,— | 66,150 | 570,— | 179,550 |
| illimité | 73,080 | 580,— | 182,700 |
| | | 590,— | 185,850 |
| | | 1.050,— | 330,750 |
| | | illimité | 365,400 |

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 1989.

Luxembourg, le 16 octobre 1989.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en date du 10 décembre 1984. — Ratification par la Pologne et l'Australie.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies que les Etats suivants ont ratifié la Convention désignée ci-dessus aux dates indiquées ci-après:

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|-------------|---------------------|
| Pologne | 26 juillet 1989 |
| Australie | 8 août 1989 |

Conformément au paragraphe 2 de l'article 27, la Convention est entrée en vigueur pour la Pologne le 25 août 1989 et a pris effet pour l'Australie le 7 septembre 1989.

Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en date du 10 décembre 1984. — Retrait d'une réserve formulée par les Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie et par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques lors de la ratification.

Il résulte de différentes notifications du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies que par communications reçues respectivement les 20 avril, 19 avril et 8 mars 1989 par le Secrétaire Général, les Gouvernements des Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ont notifié le retrait de la réserve relative au paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention désignée ci-dessus, formulée lors de la ratification et libellée comme suit:

«La République Socialiste Soviétique d'Ukraine (la République Socialiste Soviétique de Biélorussie et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques) ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention.»

Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome, le 26 octobre 1961. — Adhésion du Japon.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 26 juillet 1989 le Japon a adhéré à la Convention désignée ci-dessus.

Lors de l'adhésion, le Gouvernement japonais a formulé les déclarations suivantes:

1) Conformément au paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention, le Gouvernement japonais n'appliquera pas le critère de la publication en ce qui concerne la protection des producteurs de phonogrammes.

2) Conformément au sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention, le Gouvernement japonais appliquera les dispositions de l'article 12 de la Convention concernant les utilisations pour la radiodiffusion ou le télégraphe.

3) Conformément au sous-alinéa iv) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention,

i) En ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un Etat contractant qui a fait une déclaration en vertu du sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention, en affirmant qu'il n'appliquerait pas les dispositions de l'article 12 de la Convention, le Gouvernement japonais n'accordera pas la protection prévue dans les dispositions dudit article 12,

ii) En ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant qui applique les dispositions de l'article 12 de la Convention, le Gouvernement japonais limitera la durée de la protection prévue dans les dispositions de l'article 12 de la Convention à celle pour laquelle cet Etat accorde une protection aux phonogrammes fixés pour la première fois par un ressortissant japonais.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 25, la Convention entrera en vigueur pour le Japon le 26 octobre 1989.

Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome, le 26 octobre 1961. — Ratification de la France. — Adhésion du Burkina Faso. — Communication de la Norvège.

Les Etats suivants ont ratifié la Convention désignée ci-dessus ou y ont adhéré:

| <i>Etat:</i> | <i>Ratification Adhésion (a)</i> |
|--------------|--------------------------------------|
| France | 3 avril 1987 |
| Burkina Faso | 14 octobre 1987 (a) |

DECLARATIONS ET RESERVES

France

Article 5

Le Gouvernement de la République française déclare, conformément au paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention, qu'il écarte le critère de la première publication au profit du critère de la première fixation.

Article 12

Le Gouvernement de la République française déclare, en premier lieu, qu'il n'appliquera pas les dispositions de cet article pour tous les phonogrammes dont le producteur n'est pas ressortissant d'un Etat contractant, conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1 alinéa A) sous alinéa iii) de l'article 16 de cette même Convention.

En deuxième lieu, le Gouvernement de la République française déclare qu'en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant, il limitera l'étendue et la durée de la protection prévue à cet article (article 12), à celle que ce dernier Etat contractant accorde aux phonogrammes fixés pour la première fois par des ressortissants français.

Le Gouvernement français comprend l'expression «Cour internationale de Justice» figurant à l'article 30 de la Convention comme couvrant non seulement la Cour elle-même, mais encore une chambre de la Cour.»

Par une communication, reçue le 30 juin 1989 par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement norvégien a notifié la décision de remplacer la réserve faite lors de l'adhésion de la Norvège, le 10 avril 1978, sous la lettre a), par la réserve suivante:

a) Conformément au point a) (ii) du paragraphe 1 de l'article 16, l'article 12 ne sera pas appliqué en ce qui concerne toute utilisation d'un phonogramme pour la radiodiffusion.